

socialiste pour croire que les partis ouvriers, fondés sur la base du *Manifeste* de Marx, s'inspirèrent, en quoi que ce soit, des écrits de Benoit Malou? — je ne parle pas de sa philosophie, ne sachant pas en quoi elle consiste.

X.

V. PARETO. — *Cours d'économie politique, professé à l'Université de Lausanne*; tome I, vol. in-8 de v-430 pages. Rouge, éditeur à Lausanne; Pichon, libraire à Paris, 1896.

Ce livre offre un très grand intérêt à la fois par la richesse remarquable des formations, par le soin apporté à l'exposition méthodique des doctrines de l'école de M. Jevons, et par l'originalité très marquée de l'auteur. M. Pareto n'est pas de ceux qui cherchent à faire accepter leurs idées en dissimulant leur drapeau : il ne montre jamais la moindre faiblesse quand il se trouve en présence d'adversaires et il dit toute sa pensée. A tout instant, il dénonce la cupidité des politiciens et des oligarchies ; il ne ménage pas ses expressions : ainsi, les maux dont souffrait jadis l'Angleterre tenaient surtout aux « vols commis au préjudice [du peuple] par les classes dirigeantes et [à] la destruction de richesses provenant des droits d'entrée sur les céréales » (p. 119) ; — les guerres ont pour vraie cause les intérêts « des classes dirigeantes qui veulent augmenter le nombre de leurs *sujets* et surtout de leurs *contribuables* » ; ces classes persuadent au peuple que « ces guerres se font dans l'intérêt commun » et « entretiennent avec soin les préjugés et les erreurs de leurs *sujets* » (p. 135) ; — jadis la bourgeoisie déclamaient contre les Césars romains ; « maintenant qu'elle est au pouvoir, elle trouve qu'ils avaient du bon et ne dédaigne pas parfois de les imiter » (p. 131, note) ; — personne ne saurait découvrir l'utilité des expéditions coloniales entreprises par la France (p. 143) ; — les hommes qui sont au pouvoir ont une tendance constante à voler le public au moyen de fausse monnaie (p. 212) ; ils n'ont pas toujours l'excuse qu'ont eue les révolutionnaires français, la nécessité de défendre le pays ; « l'élite de la société » n'a pas le moindre scrupule sur ce point (p. 234). On ne peut accuser M. Pareto d'être un admirateur aveugle et optimiste de la société actuelle (1).

(1) On trouverait peu d'écrivains socialistes plus sévères dans leurs critiques ; mais le principe de la lutte des classes échappe, cependant, à M. Pareto, qui espère voir la société future s'inspirer des principes démocratiques du canton de Vaud, montrer « moins d'intempérance et de dissipation, moins d'égoïsme et d'orgueil, plus de droiture et de sincère fraternité », comprendre enfin que « l'état social d'un peuple dépend de son état moral » (p. 398, note).

Il est impossible d'entrer ici dans la discussion détaillée des thèses qui occupent les 71 premières pages du volume et qui forment ce qu'on appelle « l'économie politique pure ». Je crois que, pour la parfaite intelligence des questions traitées, il aurait été nécessaire de donner plus de développement à cette partie. Il ne faut pas d'ailleurs se laisser effrayer par l'aspect mathématique de cet exposé : les formules algébriques sont employées pour simplifier et préciser l'exposition. Ce qui est plus gênant, c'est la terminologie nouvelle que l'école de M. Jevons a adoptée et qui n'est pas encore bien fixée; M. Pareto a cru nécessaire (et je crois qu'il a eu raison) d'introduire un mot nouveau, « l'ophélimité, pour exprimer le rapport de convenance qui fait qu'une chose satisfait un besoin ou un désir » (p. 3). L'ophélimité est purement subjective; l'utilité se rapporte, au contraire, au « bien-être matériel et [au] progrès scientifique et moral, tel qu'il est généralement compris par les hommes des nations civilisées » (p. 6).

M. Pareto conçoit l'économie politique comme une science de l'ophélimité et de l'utilité (encore qu'il pense qu'il y ait là deux sciences distinctes) et il veut la débarrasser de tous les appendices moraux et juridiques (p. 13). Pour le praticien, l'économie est insuffisante; il faut qu'il tienne « compte de toutes les connaissances que nous pouvons avoir sur la nature psychique et physique de l'homme » (p. 14).

De cette connaissance des phénomènes, il faut se contenter d'une approximation que l'on obtient en passant par plusieurs moments; « l'économie pure nous indique la forme générale du phénomène; l'économie appliquée fournit une seconde approximation, en indiquant les perturbations produites par des causes qu'on avait négligées » (p. 17).

Sans entrer dans le détail, il me semble impossible d'admettre que l'on confonde dans un même genre « ophélimité », les phénomènes subjectifs qui se rapportent à des opérations radicalement distinctes, comme sont celles-ci : troc en nature d'objets superflus immédiatement consommables, achat de matières inutilisables sous leur forme actuelle et destinées à la transformation en vue d'un profit ultérieur, etc.

Il y aurait bien des réserves à faire sur le caractère quantitatif de l'ophélimité (p. 8) — et sur la possibilité de la traiter comme une fonction continue des quantités de biens qu'on considère (p. 9). Il est étrange qu'un mathématicien distingué, comme M. Pareto, n'ait pas été frappé de l'énormité de l'hypothèse et qu'il accepte de raisonner par le calcul différentiel sur une fonction tout à fait problématique, dont la nature est tout à fait inconnue! Il y aurait même bien des raisons pour supposer que cette fonction (si elle existe) appartient à la catégorie de celles qui n'ont pas de dérivées.

Je ferai encore une remarque générale sur cette partie du livre : M. Pareto insiste, à plusieurs reprises, avec force, sur le fait qu'il rai-

sonne sur des états sociaux donnés, et que l'on commettrait une grosse erreur en prétendant tirer de ses théorèmes des conclusions en faveur des états sociaux existants (notamment, p. 28). On ne saurait donc lui reprocher de prétendre raisonner sur l'homme tel qu'il *devrait* se conduire.

Dans ce volume, sont traitées les questions suivantes : la population, la monnaie, l'intérêt, la banque et la propriété foncière.

Des développements intéressants sont consacrés à la théorie de Malthus, non sans que l'auteur anglais soit amèrement critiqué ; ce qu'il reste de vrai dans cette théorie est que « le mouvement de la population dépend au moins en partie des conditions économiques » (p. 87) et que la force génésique révèle une tendance à accroître la population plus rapidement qu'elle ne s'accroît partout, — au moins si on prend une durée notable (p. 102). Les chiffres de l'Angleterre permettent de voir combien Malthus s'est trompé : de 1801 à 1891, la population a crû en progression géométrique, la période de doublement a été de 54 ans au lieu de 25, et la rapidité d'accroissement tend à diminuer ; — de 1801 à 1874, la richesse moyenne par tête s'est accrue ; depuis lors, elle est restée stationnaire (p. 111 et p. 112).

Dans toutes les questions, il est d'une haute importance de savoir si les phénomènes sont liés d'une manière absolue ou d'une manière relâchée : Malthus croyait que la pression de la population sur les subsistances va, normalement, jusqu'à l'extrême limite imposée par la faim et la misère : cette hypothèse simplifie beaucoup les raisonnements, elle conduit à la loi d'airain de Lassalle ; et, si elle était démontrée, il ne faudrait pas hésiter à faire une révolution sociale qui donnerait peut-être quelque gain (p. 116 à p. 119). En fait, il existe presque partout une certaine marge. On peut faire la même observation pour bien des théories économiques ; il faut tenir compte d'une étendue de variations assez large, d'une sorte de flottement, que les auteurs négligent le plus souvent, — par amour de la simplicité.

Cette remarque nous ramène à l'économie politique pure. Pour que celle-ci existe, il faut pouvoir supposer des liaisons absolues entre des choses ; et si on admet le caractère quantitatif, on doit pouvoir se figurer les phénomènes comme analogues à des chaînes cinématiques, dont tous les mouvements sont déterminés. Mais s'il existe des flottements, — si les chaînes sont (comme dit M. Reuleaux) à clôture de force et si les forces sont indéterminables, — il ne reste plus moyen de raisonner. L'introduction des mathématiques intervient ici d'une manière utile en nous prémunissant contre l'emploi de la logique ordinaire et nous montrant à nu la vanité des raisonnements.

Il est vrai qu'on pourra dire que la figure imaginée est une première approximation ; mais il faut savoir dans quelles limites les erreurs ne

sont pas trop fortes. Or, dans la loi d'airain, nous avons un exemple qui nous montre que les erreurs peuvent être énormes.

Les influences économiques se font surtout remarquer sur le nombre des mariages : mais comment mesurer la force de ces influences ? En Angleterre, de 1830 à 1865, elle semble être bien accusée par le prix du blé, parce que jadis le pain représentait la moitié au moins des salaires (p. 88) ; aujourd'hui il faut tenir compte du commerce général et des compensations du Clearing House (p. 90). Vers 1873, il y eut dans toute l'Europe un grand mouvement industriel, qui se traduit par l'accroissement des mariages (p. 129).

Les causes économiques agissent d'une manière assez directe sur la mortalité, mais l'effet n'est pas aussi net ; cependant, pour les âges moyens, la mortalité est moins forte dans les années prospères (p. 133).

La fécondité des unions dépend beaucoup, — mais d'une manière complexe, — des conditions sociales : en France, le nombre des mariages est considérable, mais le nombre des enfants est faible (p. 124) ; dans les provinces soufrières de Sicile, l'industrie la plus productive est l'élevage des enfants destinés à être vendus aux tâcherons des mines (p. 154).

Les lois qui empêchent de se marier jeune, les lois sur le partage des héritages, les influences religieuses, semblent n'avoir qu'une action très peu appréciable sur la natalité (p. 156).

La monnaie est étudiée avec de très minutieux détails : ce chapitre comprend 135 pages pleines de renseignements et de savantes discussions.

C'est avec raison que l'escompte est mis dans ce chapitre, car le véritable escompte n'est pas un prêt : il ne fonctionne que si la marchandise vendue est, — avec une très haute probabilité, — susceptible de passer dans un temps assez court dans le commerce avec son prix ; et, d'autre part, il a pour condition l'existence de stocks de monnaie sans emploi, rentrant dans la circulation. C'est donc bien un phénomène purement monétaire. Le commerce se plaint toujours des exigences des dépositaires de ces stocks (p. 183, note) et c'est pour lui donner satisfaction qu'on s'ingénie à créer des moyens fiduciaires. Ces moyens peuvent-ils supprimer la nécessité des dépôts de monnaie métallique ?

M. Pareto fait très bien ressortir le rôle de l'or, qui sert à atténuer les risques d'une circulation purement idéale (p. 173 et p. 188) ; mais il me semble que la raison profonde n'est pas indiquée d'une manière assez claire et que l'auteur aurait dû mieux montrer comment cette nécessité est liée à la division sociale du travail et au régime de la concurrence marchande (1).

Les conséquences de l'inflation sont traitées d'une manière très remar-

(1) Cf. *Capital*, p. 53 à p. 60.

quable ; je signale quelques points seulement : l'avilissement de la monnaie n'amène qu'un relèvement très tardif des salaires (p. 190) ; cela est surtout vrai des salaires agricoles (p. 200), en sorte que les entrepreneurs et les propriétaires fonciers, quand ils sont unis, exercent une force irrésistible pour amener l'inflation ; ils gagnent sur les salaires et sur leurs dettes (p. 201).

En fait, l'histoire de la monnaie est presque toujours l'histoire de la falsification (p. 212).

Une question très difficile est celle de la comparaison des marchandises aux diverses époques. Dans bien des cas (1), le seul moyen que l'on ait pour étudier l'ancienne économie consisté à suivre la méthode d'A. Smith (p. 265) ; on calcule le nombre d'heures que doit employer un ouvrier pour se procurer un hectolitre de froment. Voici quelques chiffres intéressants (p. 271 à p. 274) :

Grèce au temps d'Aristophane.	Sicile au temps de Cicéron.	Sicile actuelle.	Comté de Kent.	Piémont en 1350.	Italie en 1871.	Italie en 1881.	Italie en 1891.
104 heures	187 h.	191	37	100	137	91	76

Contrairement à une opinion généralement répandue parmi les financiers, M. Pareto ne croit pas à l'appréciation de l'or (p. 278 et *passim*).

La théorie de l'intérêt me semble bien superficielle. « L'emprunteur est un individu qui préfère les biens présents aux biens futurs » (p. 303) ; — « un bien présent n'est pas identique à un bien futur » et la différence de prix qui s'établit entre eux tient à ce qu'ils sont inégalement offerts ou demandés (p. 313 et *passim*). J'ai peur que ce ne soit une logomachie : ce dont je suis certain, c'est que M. Pareto n'a rien compris à l'argumentation d'Aristote, qu'il traite avec autant de sans façon que s'il s'agissait d'un simple socialiste (p. 317).

J'ai peine à comprendre pourquoi M. Pareto emploie la singulière expression de *prime d'assurance* ; elle est tout à fait fautive. L'assurance n'est pas un jeu, c'est tout le contraire : un banquier qui entreprend beaucoup d'affaires et qui a l'expérience de ses pertes normales, peut tenir compte d'une prime d'assurance ; — le prêteur ordinaire, pour qui il y a *periculum sortis*, joue : c'est sur l'énorme différence qui existe entre les deux situations que repose le bénéfice des assureurs

(1) M. Pareto pense qu'on devrait faire des monographies de familles, tenant compte des consommations et des sacrifices faits pour obtenir les moyens de vivre (p. 264). Cela est à peu près impossible et je crois qu'on peut ainsi arriver à de singulières erreurs ; d'ailleurs il n'insiste pas. Il fait observer (p. 273) combien il est difficile de raisonner sur des moyennes, surtout quand il s'agit du Moyen-Age.

offrant la sécurité aux gens qui ne veulent pas être exposés à un sinistre, et les bénéfices bien plus grands encore des entrepreneurs de loterie ou des émetteurs de valeurs à lots. Cependant M. Pareto confond les deux choses (p. 319, note et *passim*.)

L'auteur fait très justement observer que les calculs de prévoyance fondés sur l'intérêt composé ne peuvent être admis que s'ils portent sur « une petite partie de la richesse du pays » (p. 342). On oublie souvent ce principe quand on parle de caisses de retraites.

Les causes de l'abaissement du taux de l'intérêt sont examinées d'une manière très sommaire : il y aurait une moindre disproportion entre l'importance de l'épargne et les besoins qu'elle doit satisfaire (p. 343, c'est, au fond, la bonne vieille loi de l'offre et de la demande. Mais le phénomène est bien plus complexe; M. P. Leroy-Beaulieu a signalé l'influence de la paix, la réduction des grands travaux, le goût du public pour des transactions sûres, la multiplication de ces transactions, le peu de productivité des nouvelles entreprises. Tout cela me semble encore insuffisant.

Quant aux conséquences de ce grand phénomène, M. Pareto y insiste à peine (p. 345).

Les renseignements fournis sur les banques sont nombreux et bien présentés : on ne saurait trop louer l'auteur pour avoir bien mis en relief l'importance de la division du travail : il est très dangereux de charger la banque d'émission de rendre des services qui conviennent mieux à des entreprises privées : recevoir des dépôts jouissant d'un intérêt, faire des prêts directs (p. 383). Il aurait été utile d'examiner de près les causes des variations si nombreuses du taux de l'escompte sur la place de Londres; il ne suffit pas de dire que cela tient à l'importance du mouvement (p. 386). Les effets des escomptes élevés ne sont pas décrits avec assez de soin : dire que c'est un moyen de reconnaître l'équilibre économique, c'est ne rien dire du tout (p. 387).

La propriété foncière ne donne lieu qu'à un chapitre un peu court (trente et une pages) et médiocrement complet. La théorie de la terre libre n'est ni exposée, ni discutée avec les détails qu'elle mérite (p. 393-394). La méthode suivie par M. Pareto, méthode trop abstraite et sans principes historiques, l'empêche de résoudre les difficultés qui se présentent : il se demande pourquoi on a généralement moins de scrupule à dépouiller la propriété mobilière que la propriété foncière (p. 393), — pourquoi le suffrage universel en France vote des droits protecteurs pour augmenter la rente des propriétaires (p. 396).

M. Pareto ne cherche pas à prouver la supériorité de la propriété privée; il considère comme illusoire l'ancien « dogme [qu'il était défendu] de discuter sous peine d'amende ou de prison » (p. 402); il lui semble également chimérique de vouloir essayer en Europe le mode d'appro

priation javanais (p. 410, note), mais il croit que pour un pays à coloniser il convient d'examiner s'il faut adopter le régime de notre propriété traditionnelle (p. 401). Si, dans les siècles précédents, la propriété collective ou familiale a eu une tendance à disparaître, rien ne prouve que ce mouvement doive continuer; il se peut même qu'elle se reforme (p. 416). En Italie et en Suisse, certaines expériences anciennes sont favorables au système collectif (p. 417, note).

L'auteur pense que les socialistes ont pu, sans abandonner leurs principes, se montrer partisans de la petite propriété (p. 399). Il reproche vivement à M. P. Leroy-Beaulieu d'avoir dénaturé la thèse collectiviste, d'en avoir fait une caricature, pour la réfuter plus facilement (p. 403).

Il est regrettable que M. Pareto n'ait pas donné des détails sur l'évolution que subit actuellement le *mir* russe.

Dans cet ouvrage, les renseignements historiques sont nombreux; ils donneraient lieu à beaucoup d'observations. Il ne me semble pas que M. Pareto ait suffisamment insisté sur le rôle que joue l'usure au moment où les redevances en nature sont remplacées par des redevances en numéraire (1); — sur l'importance des marchés de fonds publics dans la formation des idées modernes sur le loyer de l'argent (2); — sur les changements qui se sont opérés au Moyen-Age dans la législation relative à l'usure (3); — sur les anciennes banques de dépôt municipales (4) et sur les premiers Monts-de-Piété (5); — sur la diversité des formes frustrées de la propriété, que l'on a si longtemps confondues avec la propriété collective (6), — sur l'influence des industries sur les régimes divers d'appropriation. Je ne vois pas trop pourquoi il a si longuement discuté les théories abandonnées de M. Fustel de Coulanges relatives au culte des ancêtres (7).

En résumé, ce livre doit être recommandé à toutes les personnes qui veulent connaître ce que peut donner l'économie politique classique, traitée avec la méthode d'une science rigoureuse. Je crois que cette science n'a rien à gagner à être exposée avec trop de talent et trop de précision.

G. SOREL.

(1) Cf. *Capital*, p. 58.

(2) Cf. *Capital*, p. 337.

(3) Cf. Brutails, *Étude sur les conditions des populations rurales du Roussillon au Moyen-Age*, et Desplanques, *Les infames dans l'ancien droit roussillonnais*.

(4) Cf. Desplanques, *Recherches sur les dettes et les emprunts de la ville de Perpignan*. Dans ce curieux mémoire se trouvent des renseignements sur la *taula* municipale.

(5) Plusieurs monographies ont été publiées en Italie.

(6) Cf. la communication de M. Kovalevsky dans les *Annales de l'Institut international de Sociologie*, '895.

(7) Par contre, il semble ignorer les discussions auxquelles a donné lieu l'opinion de M. Fustel sur les marches germaniques.